idi
groupe

Rapport financier semestriel

30 juin 2015

Otto Freundlich
Composition
1911

Huile sur toile
200 cm x 200 cm

Collection de Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

© Emo / Roger-Viollet

SOMMAIRE

I – RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2015

II – COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2015

III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2015

I – RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2015

Les informations chiffrées ont été établies par le Gérant, présentées au Conseil de Surveillance de l'IDI du 30 juillet 2015 et revues par les Commissaires aux comptes.

1. Activité et performances du premier semestre 2015

1.1 Performances

L'ANR par action de l'IDI progresse de 7,35% au cours du premier semestre 2015 et s'élève à 33,74 euros au 30 juin 2015. Cet ANR se compare à celui de fin décembre 2014 qui s'établissait à 31,43 euros après retraitement du dividende de 1,25 euro par action[(1)] décidé le 25 juin 2015. Cette progression résulte d'un accroissement de valeur des principales des participations du portefeuille.

Depuis son introduction en bourse en 1991, l'IDI affiche un TRI pour l'actionnaire (dividendes réinvestis) de 15,06 % par an, soit un multiple de près de 29 en vingt-cinq ans, supérieur aux performances du secteur du capital-investissement.

(1) Solde du dividende de 2,85 € par action (décidé par l'Assemblée Générale du 25 juin 2015) après versement d'un acompte sur dividende de 1,6 € par action en novembre 2014.

1.2 Investissements et cessions réalisés au cours du premier semestre 2015

Au cours du premier semestre, l'IDI (directement ou à travers sa filiale ADFI5), a investi près de 5,2M€ en private equity dont 2,8 M€ en Europe et 2,3 M€ dans les pays émergents.

En Europe, l'IDI a réalisé un complément d'investissent de 2,8 M€ au sein de la joint-venture FIDINAV créée en 2014 avec le groupe familial d'armateur grec Franco Compania Naviera. Dans les pays émergents, l'IDI, aux côtés d'Idi Emerging Markets, a complété sa participation (+1,4M€) dans la société IHS, leader de la gestion de tours de télécommunication en Afrique Subsaharienne portant ainsi son investissement dans IHS à 12 M USD et a pris un engagement de 0,9 M€ dans le fonds private equity nigérien Synergy.

Les cessions et remboursements du portefeuille de private equity ont atteint 31,3 M€. Ils concernent principalement le portefeuille Europe pour 23,0 M€ avec notamment la cession de la participation détenue par IDI à travers ADFI 5 et IDI Mezzanine dans le groupe WFCI leader dans la commercialisation d'espace de soute pour le compte de compagnies aériennes, et des retours sur investissements dans les pays émergents pour 8,3 M€.

L'activité d'Idinvest Partners a été très soutenue durant le 1er semestre 2015 avec 332 M€ de nouveaux investissements sur le mid-market et 44 M€ en capital croissance, tandis que les cessions du portefeuille se sont élevées à 465 M€. Les levées de fonds se sont élevées à 1,13 milliards d'euros. Deux fonds de dette ont levé environ 650 M€ et les fonds FCPI ISF ont collecté 82 M€.

1.3 Principaux événements intervenus depuis le 30 juin 2015 et perspectives 2015

L'IDI a poursuivi son activité d'investissement en accompagnant les fondateurs dans le développement du groupe Amalric, spécialiste de la charcuterie, les surgelés et les plats cuisinés. Cette prise de participation à hauteur de 49 % du capital et des droits de vote correspond à un engagement de l'IDI de 13,0 M€.

Parallèlement, l'IDI a perçu 3,4 M€ au titre de la cession de l'Hôtel Champlain acquis au premier semestre 2013, réalisant ainsi un multiple de 2,5x et un TRI de 49,5 %.

Plusieurs dossiers sont à l'étude dans le private equity Europe et le private equity pays émergents qui pourraient se concrétiser au cours du second semestre.

2. Informations financières

Les fonds gérés par l'IDI s'établissent au 30 juin 2015 à 6,6 milliards d'euros, se décomposant en (i) 262,8 millions d'euros de capitaux propres consolidés, (ii) 6,3 milliards d'euros de fonds de tiers (5,929 milliards d'euros par Idinvest Partners, 400 millions d'euros au titre de la quote part des fonds de tiers dans les sociétés IDI Emerging Markets et 5,5 millions d'euros au titre de la quote part des fonds de tiers dans le FCPR IDI Mezzanine).

Récapitulatif des principaux indicateurs

Résultats consolidés (en M€)	***30/06/2015***	***30/06/2014***
Résultat des activités d'investissement	28,9	14,8
Autres produits et charges opérationnels	-5,5	-3,9
Résultat financier	0,0	-0,1
Impôts	-5,2	0,0
Résultat net part du Groupe	18,3	10,8

Bilan (en M€)	***30/06/2015***	***31/12/2014***
Fonds propres consolidés (part du Groupe)	262,8	255,2
Trésorerie (dette) nette [1]	7,9	9,4

ANR (en M€) et ANR par action (en €)	***30/06/2015***	***31/12/2014***
ANR (M€)	261,6	254,0
ANR par action (en €)	33,74	32,68[2]

[1] Inclut la trésorerie des filiales non consolidées ayant une convention de trésorerie avec l'IDI.

[2] 31,43 euros après prise en compte du dividende de 1,25 euro décidé par l'assemblée générale du 25 juin 2015.

3. Transactions avec les parties liées

Au cours du 1er semestre 2015, il n'y a pas eu de transactions entre parties liées ayant un impact significatif sur les états financiers semestriels.

4. Principaux risques

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être confronté sont détaillés dans la section « Facteurs de risques » du document de référence 2014 déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2015 sous le numéro D. 15-442. Ce document est accessible sur le site de la Société : www.idi.fr. Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces risques au cours du premier semestre 2015.

5. Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Paris, le 30 juillet 2015

Christian LANGLOIS-MEURINNE
Président d'Ancelle et Associés,
Gérant de l'IDI

II – COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2015

Bilan consolidé

ACTIF	Note	30/06/2015	31/12/2014
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		590	599
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	280 485	288 699
Autres actifs non courants	3.3	4 286	3 808
Actifs non courants		**285 361**	**293 106**
Créances courantes	3.3	6 588	887
Valeurs mobilières de placement		5 739	6 594
Disponibilités		17 157	2 835
Actifs courants		**29 484**	**10 316**
Total actif		314 845	303 422

PASSIF		30/06/2015	31/12/2014
Capital social		51 273	51 273
Primes		131 427	131 427
Réserves		61 856	38 777
Résultat de l'exercice		18 314	33 711
Capitaux propres part groupe		**262 870**	**255 188**
Intérêts minoritaires		8	8
Capitaux propres consolidés		**262 878**	**255 196**
Provisions pour risques et charges	3.2	5 840	5 473
Dette financière non courante	3.4	16 379	27 820
Autres passifs non courants	3.4	6 616	7 291
Passifs non courants		**28 835**	**40 584**
Dette financière courante	3.4	33	33
Dettes d'exploitation et autres passifs courants	3.4	23 099	7 610
Passifs courants		**23 132**	**7 643**
Total passif		314 845	303 422

Compte de résultat consolidé

	Note	30/06/2015	30/06/2014
Variations de juste valeur		9 337	6 742
Plus-values (moins-values) sur cessions de la période		1 086	547
Dividendes		18 077	6 270
Intérêts		484	1 278
Résultat des activités d'investissement	4.1	**28 984**	**14 837**
Autres produits		261	281
Charges de personnel		-971	-910
Impôts et taxes		20	-249
Achats et charges externes		-2 648	-1 122
Autres charges		-1 734	-1 504
Dotations aux amortissements et provisions		-17	-434
Dotations aux provisions pour risques et charges		-367	0
Autres produits et charges de l'activité ordinaire		**-5 456**	**-3 938**
Autres produits et charges opérationnels		0	0
Résultat opérationnel		**23 528**	**10 899**
Produits de trésorerie (Charges de financement)		-275	-80
Différences de change		274	-60
Résultat avant impôt		**23 527**	**10 759**
Part groupe		23 527	10 759
Part minoritaire		0	0
Impôt courant et différé	4.2	-5 213	1
Résultat net		**18 314**	**10 760**
Part groupe		18 314	10 760
Part minoritaire		0	0
Résultat net de base par action part du groupe		2,55	1,50
Résultat net dilué par action part du groupe		2,55	1,50
Résultat global		**18 314**	**10 760**
Part groupe		18 314	10 760
Part minoritaire		0	0
Résultat global de base par action part du groupe		2,55	1,50
Résultat global dilué par action part du groupe		2,55	1,50

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Note	30/06/2015	30/06/2014
Résultat net		18 314	10 760
Dotations aux amortissements et provisions		384	434
Variation de valeur	4.8	-9 337	-6 742
Plus-values (Moins-values)	4.8	-1 086	-547
Dividendes	4.8	-18 077	-6 270
Produits d'intérêts	4.8	-484	-1 278
Produits (charges) de trésorerie		275	80
Impôt	4.9	-4 040	-1
Var. BFR		3 492	-1 043
Impôt - Intégration fiscale		4 040	2 638
Flux d'exploitation		**-6 519**	**-1 969**
Cessions et remboursements		41 479	19 048
Acquisitions (actifs financiers)		-40 176	-43 794
Acquisitions (immobilisations corporelles et incorporelles)		-9	-42
Dividendes	4.8	5 662	3 219
Intérêts		64	0
Flux d'investissement		**7 020**	**-21 569**
Revenus (charges) liés à la trésorerie (au financement)		-275	-80
Dividendes versés		0	0
Auto contrôle		21	66
Mouvement net dette financière		15 007	15 012
Comptes courants d'associés		-1 787	1 700
Flux de financement		**12 966**	**16 698**
Total des flux de la période		**13 467**	**-6 840**
Trésorerie et équivalent de trésorerie - Ouverture	4.2	9 429	15 053
Trésorerie et équivalent de trésorerie - Clôture	4.2	22 896	8 213

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2013	**51 273**	**131 427**	**50 060**	**8 896**	**241 656**	**8**	**241 664**
Résultat de la période				33 711	33 711		33 711
Distribution de dividendes					0		
commanditaires			-18 658		-18 658		-18 658
commandités			-1 586		-1 586		-1 586
Mise en réserves			8 896	-8 896	0		0
Augmentation / réduction de capital					0		0
Variation autocontrôle			65		65		65
Capitaux propres au 31 décembre 2014	**51 273**	**131 427**	**38 777**	**33711**	**255 188**	**8**	**255 196**
Résultat de la période				18 314	18 314		18 314
Distribution de dividendes					0		
commanditaires			-9 028		-9 028		-9 028
commandités			-1 625		-1 625		-1 625
Mise en réserves			33 711	-33 711	0		0
Augmentation / réduction de capital					0		0
Variation autocontrôle			21		21		21
Capitaux propres au 30 juin 2015	**51 273**	**131 427**	**61 856**	**18 314**	**262 870**	**8**	**262 878**

Annexe aux états financiers consolidés au 30 juin 2015

Note 1 : PRINCIPES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION

L'IDI a pour métier la prise de participations dans les entreprises à tous les stades de leur vie (création, développement, transmission). Son activité s'exerce soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés de gestion de portefeuille.

L'IDI applique depuis le 1er janvier 2013 la norme IFRS 10, qui prévoit qu'une société, dès lors qu'elle répond à la définition d'entité d'investissement, ne consolide pas ses filiales, à l'exception des filiales fournissant des services liés aux activités d'investissement.

Au 30 juin 2015 comme au 31 décembre 2014, seules les filiales IDI Services et GIE Matignon qui fournissent des services liés aux activités d'investissement de l'IDI, font l'objet d'une consolidation par intégration globale dans les comptes consolidés.

Sociétés intégrées globalement	Pays	Pourcentage d'intérêt au 30/06/2015	Pourcentage d'intérêt au 31/12/2014
IDI	France	Mère	Mère
. GIE MATIGNON 18	France	90,0	90,0
. IDI SERVICES	France	100,0	100,0

Les comptes consolidés sont arrêtés au 30 juin.

Note 2 : PRINCIPES

Les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2015 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2015 et consultable sur le site :
http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les états financiers semestriels présentés ci-après sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui permet de présenter une sélection de notes annexes. A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2014.

2.1. Normes IFRS

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2015 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2014 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation déjà publiés par l'IASB et endossés par l'Union Européenne dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2015.

Normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2015

- IFRIC 21 : Taxes prélevées par une autorité publique ;
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2011-2013.

Ces normes et amendements n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2015.

Normes, amendements et interprétations d'application non obligatoire à compter du 1er janvier 2015

Les normes et amendements suivants ont été adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2015, mais avec une date effective ultérieure d'application, et n'ont pas été appliqués par anticipation :

- IAS 19 – Amendement : Avantages du personnel - Régimes à prestations définies ;
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2010-2012.

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces textes sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Les textes suivants, publiés par l'IASB, n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne :

- IFRS 9 : Instruments financiers ;
- IFRS 11 – Amendement : Comptabilisation d'acquisition d'intérêts dans une activité conjointe ;
- IAS 16 et IAS 38 : Clarification sur les modes d'amortissement acceptables ;
- IFRS 15 : Produits provenant de contrats avec les clients ;
- IFRS 10 et IAS 28 – Amendement : Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ;
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2012-2014 ;
- IAS 1 – Amendement : Initiative informations à fournir ;
- IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 – Amendements : Entités d'investissement : application de l'exemption de consolidation.

2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de la durée d'utilisation estimée. Les durées retenues sont les suivantes :

- agencements, aménagements, installations : 10 ans ;
- mobilier et autres immobilisations corporelles : 3 à 5 ans.

2.3. Actifs financiers

Classification

L'IDI classe l'ensemble des instruments financiers acquis ou souscrits dans le cadre de son activité de capital-investissement ainsi que les placements de trésorerie ne répondant pas à la définition d'équivalent de trésorerie selon IAS 7, en instruments financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le résultat.

Il s'agit d'actifs dont la gestion et le suivi de l'évaluation de la performance se font à la juste valeur en adéquation avec l'activité de capital-investissement de l'IDI.

À ce titre, certains actifs, bien que répondant à la définition de prêt font l'objet d'un classement lors de leur comptabilisation initiale dans la catégorie d'instruments financiers à la juste valeur par le résultat.

Conformément à IFRS 7, au sein de cette catégorie l'IDI regroupe ses instruments financiers par classes d'instruments similaires :

Private Equity Europe

Cette classe englobe essentiellement les investissements en fonds propres dans des sociétés françaises et européennes.

Private Equity Pays Emergents

Cette classe englobe les investissements en fonds propres dans des sociétés issues de pays émergents notamment au travers de la société IDI Emerging Markets.

Actifs liquides

Cette classe englobe les placements financiers liquides qui ne répondent pas à la définition d'équivalent de trésorerie selon IAS 7. Elle regroupe essentiellement des placements en actions et obligations cotées détenues en direct ou au travers de fonds communs.

Valorisation

Les instruments financiers à la juste valeur par le résultat sont comptabilisés initialement à leur juste valeur. Les coûts de transactions sont enregistrés en résultat. À chaque arrêté, les instruments financiers à la juste valeur par le résultat font l'objet d'une analyse ligne à ligne afin de déterminer leur juste valeur à cette date. La variation de valeur est portée au compte de résultat conformément à IAS 39.

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Instruments de capitaux propres

a. Titres non cotés :

Dans les 12 mois suivant l'acquisition, la valeur retenue correspond au prix d'achat sauf évènement significatif portant notamment sur la structure d'acquisition ;

Après 12 mois de détention, la méthode « multicritères » (comparables cotés, transactions comparables, multiple d'entrée, opérations significatives sur le capital) est appliquée. IDI applique, en tant que de besoin, une décote d'illiquidité liée à la plus ou moins grande

liquidité de la participation détenue.

b. Titres cotés :

Les titres cotés sont valorisés au dernier cours de Bourse de la période sans décote.

c. Parts de fonds d'investissement :

Les parts des fonds d'investissement sont valorisées sur la base du dernier Actif Net Réévalué par part communiqué par le gestionnaire du fonds. Une décote comprise entre 5 et 50% peut être appliquée pour les parts non liquides ou faisant l'objet de restrictions de négociabilité.

Instruments de dette et prêts

Les instruments de dette et prêts non cotés sont évalués en actualisant les flux futurs de trésorerie estimés. Les instruments de dette cotés sont valorisés sur la base du dernier cours disponible.

2.4. Résultat des activités d'investissement

L'ensemble des plus et moins-value en capital réalisées ou latentes ainsi que les revenus d'investissement du portefeuille d'investissement de l'IDI sont présentés dans le résultat opérationnel sous la dénomination de résultat des activités d'investissement.

2.5. Provisions pour risques

Figurent au passif du bilan des provisions destinées à couvrir des risques identifiés, appréciés au cas par cas, liés aux activités des sociétés consolidées.

La provision pour indemnités de départ en retraite a été calculée sur la base des hypothèses suivantes :

- ratio de stabilité : 100 % ;
- taux d'augmentation des salaires : 2% ;
- taux d'actualisation : 3,25% ;
- âge de départ à la retraite : 70 ans.

2.6. Unité utilisée

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros (K€).

2.7. Publication des comptes

La publication des comptes a été autorisée par le Conseil de Surveillance du 30 juillet 2015.

2.8. Utilisation d'hypothèses et d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces hypothèses concernent principalement la valorisation en juste valeur des titres non cotés selon leur valeur de marché.

2.9. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat comprend l'impôt à payer au titre de la période et l'impôt différé.

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en application de la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité et qu'ils ont des échéances de reversement identiques.

2.10. Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS 33 – Résultat par action. Le résultat net par action dilué est calculé en ajustant le résultat net part du Groupe et le nombre d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options ouverts à la date de clôture.

2.11. Actions propres

Les titres en autocontrôle quelle que soit leur destination sont éliminés lors de la consolidation par les capitaux propres.

Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du Groupe.

Note 3 : INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1. Variations des immobilisations financières (en milliers d'euros)

	Total	PE Europe	PE Emergents	Actifs liquides	Autres
Valeur nette fin 2013	236 728	127 177	54 095	50 389	5 067
Acquisitions	62 220	33 354	4 321	24 532	13
Cessions et remboursements	-40 789	-14 196	-3 536	-22 120	-937
Variation des intérêts	102	102			
Variation de valeurs	30 438	17 411	8 472	3 864	691
Valeur nette fin 2014	288 700	163 849	63 352	56 665	4 834
Acquisitions	39 650	2841	2 370	32 931	1 508
Cessions et remboursements	-40 871	-23 058	-8 305	-9 104	-404
Autres	-16 317	-16 317			
Variation des intérêts	-14	-14			
Variation de valeurs	9 337	-2 885	7 287	4 340	595
Valeur nette 30/06/2015	280 485	124 416	64 704	84 832	6 533

En Europe, l'IDI a réalisé un complément d'investissent de 2,8 M€ au sein de la joint-venture créée avec le groupe familial d'armateur grec Franco Compania Naviera. Dans les pays émergents, l'IDI, aux côtés d'Idi Emerging Markets, a complété sa participation (+1,4M€) dans la société IHS, leader de la gestion de tours de télécommunication en Afrique Subsaharienne et a pris un engagement de 0,9M€ dans le fonds Synergy private equity, fonds de private equity au Nigéria.

Les cessions et remboursements du portefeuille de private equity ont atteint 31,3 M€. Ils concernent principalement le portefeuille Europe pour 23,0M€ (dont WFCI pour 20,5M€) et des retours sur investissements dans les pays émergents pour 8,3M€

3.2. Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)

	Total	Indemnités de fin de carrière	Post cessions compléments de prix	Différends et litiges
Clôture au 31 décembre 2014	**5 473**	**117**	**683**	**4 673**
Dotations de la période	5 840	130	683	5 027
Reprises pour utilisation				
Reprises pour non utilisation	-5473	117	-683	-4 673
Clôture au 30 juin 2015	**5 840**	**130**	**683**	**5 027**

Aucun nouveau litige n'est survenu au cours du semestre et les provisions antérieures ont été réajustées.

3.3 Les autres créances

	30/06/2015	31/12/2014
Garanties, cautions, séquestre	4 286	3 808
Créances non courantes	**4 286**	**3 808**
Actif d'impôt exigible	0	303
Comptes courants d'intégration fiscale	882	8
Dividende à recevoir	4 504	
Autre	1 202	576
Créances courantes	**6 588**	**887**

3.4. Les dettes

Les dettes financières s'établissent à 15 007 K€ au 30 juin 2015 et correspondent principalement à l'utilisation de la ligne de crédit de l'IDI.

Les autres dettes sont essentiellement composées de titres non appelés notamment ceux de la société Idi Emerging Markets ainsi que du dividende à verser décidé le 25 juin 2015.

	30/06/2015	31/12/2014
Dettes non courantes sur immobilisations	6 616	7 291
Comptes courants	1 370	27 820
Autres passifs non courants	**7 986**	**35 111**
Dettes d'exploitation	5 221	2 180
Dettes courantes sur immobilisations	2 835	3 261
Comptes courants	0	
Dividendes à payer	10 652	
Autre	4 424	2 169
Autres passifs courants	**23 132**	**7 610**

Note 4 : INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Résultat sur opérations en capital

Le résultat des activités d'investissement du Groupe est présenté ci-dessous selon les différentes classes d'actifs.

	Total	PE Europe	PE Emergents	Actifs liquides	Autres
Variations de juste valeur	9 337	-2 885	7 287	4 340	595
Plus-values	1 086	650		436	1
Dividendes	18 077	14 068	3 945	59	4
Intérêts	484	426	13	46	0
Résultat des activités d'investissement	**29 984**	**12 259**	**11 245**	**4 881**	**600**

4.2 Impôts

Au 30 juin 2015, la charge d'impôt du groupe est de 5 213 K€ et comprend un produit d'intégration fiscal estimé à 935 K€.

Note 5 : AUTRES INFORMATIONS

5.1 Risques de liquidité

A fin juin 2015, à l'identique du 31 décembre 2014, la société n'a pas de risque de liquidité.

5.2 Risques de marché

Risque de change

Le Groupe est directement exposé au risque de change lorsqu'il réalise des investissements en devises (principalement USD) et/ou des achats et ventes à terme de devises. L'exposition nette directe aux devises est ajustée périodiquement en fonction de l'évolution et de la variation de la valeur des investissements concernés.

Le Groupe est également indirectement exposé au risque de change à travers ses investissements dans la société IDI Emerging Markets ou dans des fonds de placements dont une part des actifs sous-jacents sont libellés en monnaie locale (RMB, BRL, INR, etc.).

Risques de taux

Les placements en SICAV de trésorerie sont indexés sur le taux du marché monétaire et ne supportent donc pas de risque en capital (SICAV détenant exclusivement des obligations d'États européens ou SICAV monétaires court terme, gérées par de grands établissements bancaires).

Les fonds communs de placement obligataires ont des échéances sous-jacentes moyennes inférieures à un an et sont, par conséquent, peu exposés au risque de taux.

Les prêts et instruments de dette du portefeuille d'investissement sont exigibles entre 1 et

5 ans. Il s'agit essentiellement de prêts à taux variables également peu exposés au risque de taux.

Risques de prix

Le Groupe IDI détient des titres cotés qui proviennent :

- Soit de son activité de capital investissement : participations dans des sociétés non cotées dont les titres ont été introduits en bourse ou dans des sociétés déjà cotées ;
- Soit dans son activité de placements financiers : acquisition d'actions cotées et de parts de fonds détenteurs d'actions cotées, ainsi qu'investissement dans des fonds de gestion alternative.

Le Groupe IDI est donc susceptible d'être affecté par une éventuelle évolution négative des cours de Bourse des valeurs cotées qu'elle détient dans son portefeuille, et ce à un double titre :

- par la baisse de son actif net à un moment donné ;
- par l'impact que cette baisse aura sur les plus-values ou moins-values réalisées lors des cessions en Bourse de ces valeurs par la Société.

Une variation de 10 % des cours de Bourse pourrait avoir un impact de 8,5 millions d'euros.

Une variation de 10 % des critères de valorisation des titres non cotés pourrait de son côté avoir un impact de 19,6 millions d'euros (en ne tenant pas compte des montants souscrits non libérés).

Risque de crédit

L'IDI est principalement exposé au risque de crédit à travers les prêts octroyés à ses participations et au travers de certains placements financiers liquides (fonds monétaires et obligataires).

Les prêts correspondent essentiellement aux prêts octroyés à la société ADFI5 détenue à 100% par l'IDI. Les fonds obligataires sont constitués d'obligations notées « investment grade ».

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont déposés dans des établissements bancaires notés au minimum A+ ou placés sur des supports monétaires sans risque en capital.

Note 6 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DU 30 JUIN 2015

L'IDI a poursuivi son activité d'investissement en accompagnant les fondateurs dans le développement du groupe Amalric, spécialiste de la charcuterie, les surgelés et les plats cuisinés. Cette prise de participation à hauteur de 49 % du capital et des droits de vote correspond à un engagement de l'IDI de 10,2 M€.

Parallèlement, l'IDI a cédé l'hôtel Champlain pour 3,4 M€, acquis au premier semestre 2013, réalisant ainsi un multiple de 2,5x et un TRI de 49,5 %.

Plusieurs dossiers sont à l'étude dans le private equity Europe et le private equity pays émergents qui pourraient se concrétiser au cours du second semestre.

5.3 Filiales non consolidées

Le tableau ci-dessous présente les filiales non consolidées du Groupe (cf. Note 1) :

Sociétés contrôlées non consolidées	Pays	Pourcentage d'intérêt au 30/06/2015	Pourcentage d'intérêt au 31/12/2014
ADFI 3	France	92,3	92,3
ADFI 5	France	100,0	100,0
IDINVEST PARTNERS	France	47,0	47,0
IDI EMERGING MARKETS (compartiment I)	Luxembourg	46,3	46,3
IDI EMERGING MARKETS (compartiment II)	Luxembourg	35,1	35,1
OGI ALBAN	France	100,0	100,0
FINANCIERE LILAS (Karting)	France	90,0	90,0
DOMOSYS FINANCE (Mikit)	France	73,0	83,4

L'IDI n'a pas apporté ni ne s'est engagé à apporter un soutien financier ou autre à l'une de ses filiales non consolidées.

III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société IDI, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 30 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés	B&A Audit
Frédéric NEIGE	Nathalie BOLLET-FLAMAND